

Leurs affaires courantes ?

La poursuite de la cure d'austérité pour les services publics !

Le pays traverse une séquence politique inédite : après avoir évité le pire en écartant le Rassemblement national du pouvoir, l'absence de nomination d'un nouveau gouvernement constitue un hold-up et une atteinte sans précédent à la démocratie. Emmanuel Macron, en refusant la démission de son 1er ministre G. Attal, le somme de gérer les affaires courantes.

De son côté, Bruno Lemaire, le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique, souhaite poursuivre sa cure d'austérité en matière budgétaire, confirmant 25 milliards d'économies pour le budget 2024. Or, la question budgétaire ne peut s'apparenter à une « affaire courante ».

Ainsi Bruno Lemaire entend ajouter un coup de rabot supplémentaire de 5 milliards. Ce sont les ministères qui les supporteront après avoir été contraints à la diète avec l'annulation ou la suspension de crédits budgétaires à hauteur de 20 milliards dont 108 millions pour la DGFIP.

Ce gouvernement en sursis, avec la complicité d'un Emmanuel Macron dans le déni, ne tire donc aucune leçon du séisme politique que nous venons de connaître. Même si nous avons évité le pire, les raisons sociales qui ont poussé des millions d'électeurs et d'électrices à voter pour le RN sont toujours présentes. Ils réclament notamment des services publics en nombre suffisant et de proximité.

Un tel entêtement relève d'un dogme irresponsable au regard des enjeux démocratiques de notre pays. Si la recherche de l'équilibre budgétaire peut s'entendre, l'axe de la réduction de la dépense publique ne peut plus être entendu.

Solidaires Finances Publiques réaffirme que d'autres options sont possibles. En effet, la nouvelle enquête qui confirme que les plus grosses fortunes continuent à s'enrichir démontre que d'autres choix sont possibles pour renforcer et réhumaniser les services publics. En effet il y a urgence à rechercher des recettes supplémentaires, notamment en taxant les plus riches et en refondant la fiscalité en profondeur. La question d'une fiscalité plus équitable assurant une juste répartition des richesses est cruciale.

Solidaires Finances Publiques, au côté des personnels de la DGFIP, n'aura de cesse de se battre pour une politique de justice fiscale, sociale et environnementale. Il est urgent de prendre des mesures en faveur des oubliés et des méprisés de notre société.